Document généré le 1 juin 2025 17:14

Spirale
arts • lettres • sciences humaines

SPIRALE

Effacer l'effacement
Entretien avec Micheline Dumont

Valérie Lefebvre-Faucher

Numéro 247, hiver 2014

Féministes ? Féministes !

URI : https://id.erudit.org/iderudit/71111ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)
1923-3213 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Lefebvre-Faucher, V. (2014). Effacer l'effacement : entretien avec Micheline Dumont. *Spirale*, (247), 64–68.

Tous droits réservés © Spirale magazine culturel inc., 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Ceci étant dit, rien ne peut me persuader que la liberté arrivera un jour ou un beau matin dans la bouche de quelqu'un qui a voulu me montrer le sublime dans la construction fantastique d'un être mi-homme, mi-cochon. De penser l'homme de cette façon me parle réellement. Ça me parle parce que le malaise que suscite chez moi la lecture de cette affabulation est réel, parce qu'en expérimentant avec les fabulations possibles sur l'homme ou sur le cochon, cette méthode méconnaît ce qu'une fréquentation avec la littérature peut m'apprendre : la réalité du crime ; le fait que dans notre société le viol *tient*. Et chez Iacub, ce réel ne tient pas. Le crime est noyé, les victimes amalgamées. Iacub veut la liberté à tout prix et utilise la littérature pour faire du violeur la victime. Par ailleurs, est-ce que l'œuvre d'Angot élabore pour autant une autre place pour la femme que celle de victime ? Puisque le viol, si l'on en croit son œuvre et la façon dont elle traite de l'inceste, demeure au final un impensable, un invisible — une chose impossible à montrer en tant que telle même s'il s'agit toujours, pour elle, de « laver le drap social » —, Angot n'est-elle pas en train de nous montrer combien périlleuse est la parole pour celle qui veut nommer la chose ?

En somme, à la lumière de ce débat, j'en viens à penser que la seule place qui est dévolue aux femmes, aujourd'hui, est celle de la victime — qu'elle soit victime du silence, ou de l'exhibition. Et jouer avec les limites de ce qu'on entend aujourd'hui par « victime » comporte un risque réel : celui de voir ce mot constitué comme un bien soumis aux lois du marché, son capital ouvert à la bourse des transactions.

L'affaire DSK nous a révélé que tout a un prix, même le viol. Et ce que demande le texte de Iacub, le geste qui consiste à écrire et à publier son livre et auquel Angot répond, c'est : combien sommes-nous prêts à payer pour notre liberté ?

1. (http://www.lefigaro.fr/politique/2011/09/19/01002-20110919ARTFIG00448-les-feministes-fustigent-dominique-strauss-kahn.php)
2. *Ibid.*
3. (http://tempsreel.nouvelobs.com/l-affaire-dsk/20130221.OBS9627/marcela-iacub-on-croit-que-je-suis-un-monstre.html)
4. Marcela Iacub, *Belle et Bête*, Paris, Stock, 2012, p. 8.
5. (http://tempsreel.nouvelobs.com/l-affaire-dsk/20130220.OBS9474/exclusif-dsk-par-marcela-iacub-un-etre-double-mi-homme-mi-cochon.html)
6. (http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/02/23/non-non-non-et-non_1837772_3232.html)
7. Christine Angot, *Une partie de cœur*, Paris, Stock, 2004, p. 29.
8. (http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/02/23/non-non-non-et-non_1837772_3232.html)
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. (http://tempsreel.nouvelobs.com/l-affaire-dsk/20130221.OBS9627/marcela-iacub-on-croit-que-je-suis-un-monstre.html)
13. (http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/02/23/non-non-non-et-non_1837772_3232.html)

DOSSIER

Effacer l'effacement
Entretien avec Micheline Dumont

PROPOS RECUEILLIS PAR VALÉRIE LEFEBVRE-FAUCHER

Où sont les femmes ? Poser cette question, chercher dans l'histoire leur œuvre et leur vie, c'est déjà un geste féministe. On aimerait pourtant que ça ne le soit pas, que tout le monde se sente concerné par cette recherche. Une partie de notre héritage, de l'expérience et de la connaissance de nos ancêtres ne nous a pas été transmise ; n'êtes-vous pas curieux et curieuses ?

J'ai commencé à chercher les femmes disparues dans les lectures obligatoires de mes études littéraires. Éduquée dans un idéal d'égalité, je ne m'attendais pas à ce que la lecture de femmes devienne une quête aussi exigeante. Pas étonnant que de nombreux curieux abandonnent en chemin. Ceux de qui on attendrait de l'aide, par exemple certains professeurs, font parfois tout pour nous détourner de ces chemins, et même pour épaissir le mystère : « Dans ce siècle, je n'en enseigne qu'une ; les autres sont vraiment moins talentueuses. Il n'y a pas grand-chose à lire là-dessus. Il faut dire, honnêtement, que ça n'a aucun intérêt scientifique, aucune importance symbolique. Quel drôle de sujet de recherche ! » Ma quête se poursuit maintenant dans le travail d'édition, où faire apparaître et réapparaître des écrivaines est encore un objectif militant.

Heureusement, des chercheuses d'or sont passées avant nous pour révéler au grand jour les femmes disparues, et

transformer ainsi le discours historique même. Je suis mieux équipée pour ma quête depuis que j'ai commencé à lire Micheline Dumont, cette cartographe du continent disparu de l'histoire. Je compte sur elle pour trouver les bons manifestes, pour me faire éclater de rire avec l'historique d'un argument antiféministe, pour me montrer des lignes du temps que je n'avais pas même imaginées.

Aujourd'hui, l'historienne s'indigne qu'une majorité d'historiens continuent d'ignorer les découvertes, les explorations de l'histoire des femmes, comme si la moitié retrouvée de l'histoire pouvait rester en marge d'un supposé centre à prétention universelle. Elle publiait, en 2013, *Pas d'histoire, les femmes*, qui voulait répondre à cette tentative d'exclusion.

Pour que les découvertes des historiennes féministes soient prises en considération, encore faut-il qu'elles soient lues. Pourquoi ne pas commencer par l'une des plus inspirantes d'entre elles ?

SPIRALE — Comment fonctionne la fabrication de la mémoire (ou de l'oubli) ? Quelle est la responsabilité des historien(ne)s dans ce travail ?

MICHELINE DUMONT — Tout est piégé. Le même mot (histoire) désigne les événements du passé et la connaissance que nous en avons. On passe sans cesse d'un sens à l'autre, sans préavis.

L'histoire-connaissance est essentiellement un « construit ». Cette connaissance est masculine parce que, jusqu'ici, les hommes ont dominé la définition des événements, leur reconstitution, le choix des archives, les récits, les explications et la manière de nommer ce qu'on appelle les faits. Cela va de la constitution des journaux télévisés, des quotidiens (au moment où les événements se produisent) à leur agencement dans les récits, les explications des livres d'histoire, les définitions des dictionnaires.

Un exemple récent. Le premier numéro du magazine *L'Actualité,* en janvier 2013, nous présente en page couverture : « *Ils ont fait 2012* », au milieu d'une galerie de photos où se retrouvent, pêle-mêle, des sportifs, des artistes, des personnages politiques. Vingt-cinq personnes, dont dix femmes. Gabriel Nadeau-Dubois, Léo Bureau-Blouin sont là, mais PAS Martine Desjardins. Qui a fait ce choix ?

Examinez n'importe quelle chronologie. Les dates qui concernent les femmes y sont rarissimes. Qui en a décidé ainsi ? Pourquoi disons-nous « la découverte de l'Amérique » ? Parce que l'expression a été formulée par les Européens, selon « leur » point de vue. L'expression est consacrée. C'est devenu une date incontournable de l'histoire universelle. Et pourtant, l'Amérique est là depuis l'origine de la planète : les « Premières Nations » de l'Amérique n'ont pas voix au chapitre de la construction de l'histoire. Ils sont la préhistoire.

Un ouvrage savant déclare que la gynécologie date du premier accouchement exécuté par un chirurgien, repoussant à l'inexistence historique les millions d'accouchements réalisés depuis la nuit des temps par des femmes assistées de femmes. L'histoire est construite.

Les livres d'histoire disent que le suffrage a été *accordé* aux femmes à telle ou telle date, reléguant à l'inexistence historique des décennies de *revendications* de femmes.

L'histoire-connaissance est construite. Les constructeurs n'ont conservé qu'une infime partie de ce qui s'est produit. Les historiens (et les historiennes qui ont raté leur stratégie de communication !) sont responsables des oublis.

L'historienne française Arlette Farge documente les archives judiciaires de la France du XVIIIe siècle. Stupéfaite, elle découvre qu'il y a des femmes partout. Les historiens ne les avaient jamais vues. Ils ont construit un récit d'où les femmes sont absentes.

Nous nommons les périodes historiques : Antiquité, Moyen-Âge, Époque moderne. Les deux premiers mots ont été « inventés » au XVIe siècle, et les gens de ces époques ne se voyaient pas comme « antiques » ou comme « médiévaux ». On parle de l'« avant-guerre », de « l'entre-deux-guerres », mots de toute évidence construits APRÈS les événements. Pourtant, on continue d'utiliser ces termes. Les constructions historiques se retrouvent dans le marbre des statues, sur les toiles des peintres, sur les sites web, ce qui leur donne une aura de réalité. Nous oublions forcément ce qui n'a pas été jugé digne de figurer dans les constructions historiques.

SPIRALE — Au début du livre *Pas d'histoire, les femmes !*, vous revenez sur le 30e anniversaire de la publication de *L'histoire des femmes au Québec* par le collectif Clio. Avec le recul, vous constatez que cet ouvrage marquant n'a pas été assez lu, qu'il n'a pas eu l'effet escompté. Pouvez-vous nous dire ce que vos collègues historiennes et vous espériez il y a 30 ans ?

MICHELINE DUMONT — Je relis l'« introduction » de *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* en 1982 : « *Il sera question de sujétion mais aussi de libération. Nous parlerons d'égalité (ou plutôt d'inégalité) mais aussi de différence. Nous parlerons de contrainte mais aussi d'accomplissement* ». Le Collectif Clio voulait que les femmes se réapproprient leur place dans l'histoire. Nous n'acceptions pas l'idée que l'histoire oblitère l'existence de la moitié de la population. Nous ne voulions pas non plus donner une vision misérabiliste des femmes. L'enthousiasme de la réception nous a fait espérer que les choses changeraient.

En 1992, pour la réédition, nous avons surtout voulu mettre les informations à jour, tenir compte des nouvelles recherches et rendre vivante la dernière décennie, ce qui a exigé un profond travail de réécriture et d'organisation pour les deux dernières parties. Quelles étaient nos attentes ? Je ne me souviens pas qu'on ait discuté de cela.

Au même moment, la popularité des « cours de femmes » a diminué dans les universités. On a aussi réalisé que l'impact de notre travail était limité. La majorité des historiens continuaient leurs recherches sans vraiment se donner l'objectif

d'inclure la réalité des femmes dans leurs préoccupations. On continuait d'en faire une « question à part ».

En 2000, la revue canadienne *Atlantis* a préparé un numéro thématique sur la pratique de l'histoire des femmes au Canada. On m'a demandé un texte sur la situation québécoise. J'ai alors conçu une grille d'analyse pour évaluer la production courante, une typologie en quatre degrés pour mesurer la présence de l'histoire des femmes dans l'historiographie québécoise : 1) *l'occultation*, caractérisée par l'absence de la réalité des femmes dans des objets d'étude qui auraient pu le permettre ; 2) *la présence compensatoire* de la réalité des femmes, illustrée souvent par des entrées dans l'index ou de brèves sections dans le texte ; 3) *l'intégration partielle* de l'histoire des femmes, par la présence de l'histoire des femmes dans la table des matières, donc dans le contenu même de l'étude, notamment des chapitres ciblés, et des références bibliographiques pertinentes ; 4) *l'intégration conceptuelle* de l'histoire des femmes, qui infléchit quelque peu la ligne directrice de l'ouvrage et introduit souvent des concepts empruntés à la pratique de l'histoire des femmes.

Le résultat de cette analyse était désastreux. Je cite le dernier paragraphe de l'article : « *En fait, la très grande majorité des historien/ne/s considèrent encore les femmes comme un "objet" d'études et peu d'historien/ne/s acceptent de poser les femmes comme "sujet" de l'histoire et par conséquent proposent des perspectives nouvelles. C'est pourquoi il est si important que la question du genre s'introduise dans les analyses : c'est à ce prix que l'historiographie pourra tenir compte simultanément des hommes et des femmes. En ce moment, les textes théoriques et méthodologiques en histoire des femmes ne semblent pas connus des autres historiens : je ne les ai jamais vus cités. C'est pourquoi je me vois obligée de constater que l'histoire des femmes au Québec, champ pourtant très bien labouré, demeure encore un champ bien clos*[1]. »

Très souvent, les livres en histoire des femmes ne sont pas placés, dans les bibliothèques universitaires, dans les librairies, avec les livres d'histoire. Dans les départements universitaires, l'expression « histoire du genre » a le plus souvent remplacé l'expression « histoire des femmes ». Mais on a dépouillé ce concept de genre de son pouvoir déconstructeur. Le cadre théorique devenu central dans la pratique de l'histoire des femmes, celui du genre, tel que proposé par Joan Wallach Scott[2] — le genre comme « *élément constitutif des rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre comme façon première de signifier les rapports de pouvoir* » —, a été noyé dans des analyses descriptives. La conception « scottienne » du genre permet d'examiner les symboles culturellement disponibles, les concepts normatifs qui définissent le masculin et le féminin, les institutions et l'organisation sociale ainsi que les processus de l'identité subjective. De telles études sont rarissimes pour ne pas dire inexistantes.

SPIRALE — Comment expliquer que ce travail des historiennes féministes n'ait pas eu plus d'impact ?

MICHELINE DUMONT — Qu'est-ce qui explique ce ratage ? Vraisemblablement, la très grande difficulté de l'entreprise. L'histoire n'est pas un donné, mais un « construit ». Il faudrait tout déconstruire : les encyclopédies, les dictionnaires, les manuels, les syllabus, etc. Souvent, les gens pensent que quand ils ont affirmé (ou démontré) que quelques femmes ont exercé le pouvoir dans le passé, ils sont quittes avec l'exigence de placer les femmes dans l'histoire. En réalité, cette attitude ne fait que démontrer que *la construction de l'histoire est un pouvoir*, et qu'on n'est pas prêt à modifier cette pratique millénaire.

SPIRALE — À quoi peut ressembler cette autre construction que vous exigez, l'intégration conceptuelle des femmes ?

MICHELINE DUMONT — Il y a, dans cette interrogation, plusieurs niveaux. La pratique actuelle est la suivante : ajouter des informations concernant les femmes à la ligne directrice habituelle sans la modifier. C'est la méthode d'Éric Bédard, dans *L'histoire du Québec pour les nuls* : il place quelques femmes dans des encadrés. La méthode de Jean Provencher, dans *Chronologie de l'histoire du Québec*, consiste à ajouter quelques dates. Mais la liste de ses omissions est tellement longue (AUCUNE fondation d'association féministe ; aucune référence à des lois qui concernent les droits des femmes, hormis la fatidique date de 1940 qui *accorde* le droit de vote)... Il nomme des femmes la première fois que l'une d'elles occupe un poste traditionnellement occupé par un homme, selon le modèle : « la première femme qui...» Comme si l'objectif des femmes était de faire la même chose que les hommes et comme si elles n'avaient pas été quelque part avant. Les féministes veulent améliorer la vie de toutes les femmes, cela est plutôt différent. De toute évidence, monsieur Provencher ne connaît pas l'histoire des femmes au Québec. Mieux : il ne veut pas la connaître.

Si on pose les femmes comme sujets de l'histoire, il faudra expliquer comment la subordination politique, économique, sociale, intellectuelle des femmes a été construite ; ce mouvement est à l'œuvre depuis les premières civilisations. Il se refait continuellement. Écrire toujours l'histoire de la même manière contribue grandement au maintien de l'ensemble des institutions patriarcales.

Prenons l'histoire politique du XIXe siècle. On la résume rapidement avec quelques dates : 1791, 1837-38, 1840, 1846, 1867. Cette liste pose l'hypothèse que le sort de la collectivité dépend principalement de la nature et de l'évolution de ses institutions politiques. Mais est-ce bien le cas ? L'évolution économique et sociale n'est-elle pas tout aussi importante ? C'était l'hypothèse de travail de l'équipe qui a écrit l'*Histoire du Québec contemporain*. Il est tout aussi important d'inclure dans cette liste le fait que les femmes avaient le droit de vote au début du siècle ; qu'elles l'ont perdu par des décisions politiques prises en 1834, 1849 et 1867. Que la société conjugale plus égalitaire issue de la Coutume de Paris a été remplacée par la société inégalitaire du Code civil de 1866, que les femmes perdent le douaire. Que la révolution industrielle modifie de fond en comble la vie quotidienne des gens ; que les femmes sont aux premières lignes pour faire face aux problèmes sociaux créés par cette révolution industrielle.

Prenons l'histoire du XXe siècle. On la résume souvent par la succession des gouvernements, qualifiés soit de progressistes ou de conservateurs (au nom d'une soi-disant modernité), avec les concepts désormais incontournables de « Grande noirceur », de « Révolution tranquille », de « Montée du mouvement souverainiste », et ponctuée par les événements internationaux : « la Grande Guerre », « La guerre de 39-45 » et « La guerre froide ».

En quoi cette chronologie est-elle plus importante que les transformations du marché du travail (avec ses éléments de discrimination systémique contre les femmes, éléments que les féministes tentent de faire disparaître) ; que les transformations de la famille qui modifient l'ensemble des rapports affectifs et économiques entre les personnes ? Le taux de natalité n'a-t-il pas un impact majeur sur l'évolution des collectivités ?

L'histoire n'est pas un donné, mais un « construit ». Il faudrait tout déconstruire : les encyclopédies, les dictionnaires, les manuels, les syllabus, etc. Souvent, les gens pensent que quand ils ont affirmé (ou démontré) que quelques femmes ont exercé le pouvoir dans le passé, ils se croient quittes avec l'exigence de placer les femmes dans l'histoire.

Ce n'est pas si difficile de placer les femmes comme « sujets » de l'histoire : il suffit *d'accepter de considérer ce qui les affecte comme important pour l'ensemble de la société* et de comprendre que ce sont souvent les femmes qui veulent changer les choses. C'est ce que les nationalistes ne comprennent pas.

SPIRALE — Comment cette intégration conceptuelle des femmes dans l'humanité change-t-elle notre compréhension des événements ? Comment l'histoire devrait-elle traiter les événements actuels, par exemple l'élection d'une première première ministre au Québec ou le mouvement *Idle no more* ?

MICHELINE DUMONT — Dans cet ordre d'idées, pour moi, avoir une femme première ministre, c'est bien. Mais ça ne va pas plus loin que la vieille ritournelle « La première femme qui… ». Pour le moment, le poste de « première ministre » est encore complètement piégé par la tradition politique qui détermine d'avance le scénario de son rôle. La présence d'une femme dans ce poste est encore trop neuve pour voir les changements ou même pour provoquer des changements. Mais comme disent les féministes, « ça vaut la peine d'essayer. Ça ne peut pas être pire ».

Par contre, le mouvement *Idle no more* me semble plus important. Parce qu'il pose les Premières Nations comme sujet de LEUR histoire. Ces gens ont complètement été désappropriés de tout. S'ils reprennent le contrôle de leur destinée, la situation globale des sociétés américaines risque d'être complètement transformée. Mais qui gagnera entre les « enfants » de la terre et les « propriétaires » de la terre ? Je n'ose répondre à cette question.

SPIRALE — De nombreuses personnes s'enorgueillissent aujourd'hui des effets de la révolution féministe sur notre société (et tentent même d'en faire une « valeur québécoise »). Comment, selon vous, l'enseignement de l'histoire devrait-il reconnaître et valoriser le mouvement féministe québécois ?

MICHELINE DUMONT — Il est exact de dire que le féminisme québécois a obtenu un certain succès. Il a sans doute mieux réussi deux choses : 1) la diffusion de ses idées parmi les femmes qui reçoivent les services féministes ; 2) la concertation mieux réussie entre les chercheuses féministes et les leaders des « groupes de femmes ».

Comment en parler dans les livres d'histoire ? Dans ma réponse, je séparerais la réalité historique de la révolution féministe et de ses effets. Cette réalité devrait nous faire conclure que la révolution féministe a été un évènement majeur de l'histoire du XXe siècle. Il faut malheureusement reconnaître que les ouvrages d'histoire qui soulignent ce fait sont rarissimes. Un bon exemple serait *Une histoire populaire des USA*, par Howard Zinn. Ailleurs : néant.

Quant aux ouvrages québécois, si quelques-uns l'ont souligné au début des années 1980 (je pense à l'*Histoire du Québec contemporain* de Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, principalement le tome 1), la majorité des autres ne le font pas (ou insèrent des anecdotes, des personnages ou des faits dans des encadrés). La tendance générale est de dire : « 1) les femmes ont obtenu le droit de vote en 1940. 2) Thérèse Casgrain est décédée en 1981. »

Pour tenir compte de cette révolution féministe, il faudrait d'abord reconnaître la structure qui aliène les femmes : l'interdiction du vote, le Code civil de 1866, l'introduction de la contraception et de l'avortement dans le Code criminel, le congédiement au mariage, l'inégalité des salaires, l'inégalité des diplômes et des programmes éducatifs disponibles, etc. Ensuite, chaque fondation d'un groupe féministe devrait compter (on aurait une chronologie avec 1893, 1907, 1913, 1905,1922, 1928, 1950, 1966, 1969, etc.), chaque grève de femmes (allumettières, midinettes, institutrices, infirmières, etc.), chaque événement marquant, chaque revendication… Chaque victoire : changement de loi, implantation d'un service, création de la fédération des services, etc. Ça dérange la ligne directrice. Mais c'est bien là l'objectif.

SPIRALE — De toute manière, on ne fait pas d'histoire pour ne pas déranger. J'imagine que l'histoire féministe ne manquerait pas non plus de débats…

MICHELINE DUMONT — Oui, que faut-il penser de ces controverses entre féministes ? D'abord, il faut dire qu'elles ont caractérisé ce mouvement depuis le début. Il est faux de prétendre, comme dans certains milieux, que naguère les féministes étaient unanimes. Les féministes ont toujours eu comme objectif de modifier le statut des femmes, mais elles ont divergé d'opinion sur de nombreuses questions. Elles se sont opposées sur le suffrage féminin, sur le travail salarié des femmes, au début du XXe siècle ; sur l'avortement, sur le patrimoine familial, sur le salaire au travail ménager, durant les années 1970 ; sur les programmes d'accès à l'égalité, sur les travailleuses du sexe, sur les quotas en politique, et j'en passe. Au début des années 1980, des avis discordants s'exprimaient sur les décisions gouvernementales. « *Concertez-vous ou taisez-vous* », avait écrit un éditorialiste. Les féministes lui avaient répondu : « *Nous nous concertons, monsieur l'éditorialiste : pour ne pas nous taire !* » Ces controverses constituent une illustration sans pareille du cheminement des femmes sur la voie de la démocratie, de l'égalité et de la liberté. Comme le dit Marie-Blanche Tahon, une sociologue de l'Université d'Ottawa, les controverses entre hommes sont quotidiennes dans l'espace politique. Elles ne nous étonnent pas. Ces controverses constituent la politique et, d'une certaine façon, l'histoire.

SPIRALE — En terminant, que souhaitez-vous pour les historiennes qui commencent aujourd'hui leurs parcours ?

MICHELINE DUMONT — Il y a maintenant beaucoup d'étudiantes en histoire. Feront-elles avancer l'histoire des femmes ? Je le souhaite vivement. Je n'ai qu'un conseil à leur donner. Posez quelques questions à vos professeurs et professeures sur l'histoire des femmes. S'ils ne savent pas quoi répondre, changez de professeur !

Quelques ouvrages de Micheline Dumont :

COLLECTIF CLIO, *Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, seconde édition, revue, corrigée et augmentée, Montréal, Le Jour, 1992.

En collaboration avec LOUISE TOUPIN, *La pensée féministe au Québec : anthologie, 1900-1985*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2003.

Le féminisme québécois raconté à Camille, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2008.

Pas d'histoire, les femmes !, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2013.

1. Micheline Dumont, « Un champ bien clos : l'histoire des femmes au Québec », *Atlantis. A Women's Studies Journal/Revue d'études sur les femmes*, « *Feminism and Canadian History* », vol. 25, n° 1, Fall/Automne 2000, p. 112-118.
2. Joan Wallach Scott, *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1988. Voir surtout le chapitre 2 : « *Gender and the Politics of History* ». On doit noter que le concept de « *gender* », dont Scott a approfondi la signification, circulait depuis 1975. Texte de la traduction française du chapitre de Scott dans *Les Cahiers du GRIF*, nos 37/38, 1988, p. 141.

DOSSIER

Savoirs féminins, savoirs féministes, savoirs situés

PAR ISABELLE BOISCLAIR

POLITIQUES FÉMINISTES ET CONSTRUCTION DES SAVOIRS.
« PENSER NOUS DEVONS » !
de Maria Puig de la Bellacasa
L'Harmattan, « Ouverture philosophique », 258 p.

Reprenant une injonction lancée par Virginia Woolf dans *Trois guinées* (1938), *Penser nous devons !*, Maria Puig de la Bellacasa invite à une réflexion en profondeur sur les transformations des savoirs survenues à la suite de l'arrivée des femmes, puis des féministes, dans le champ des sciences, enfin sur la façon dont ces transformations affectent la constitution des savoirs eux-mêmes. Le premier pas critique sur ce sentier de la constitution des savoirs implique la reconnaissance, au premier chef, que les « *savoirs produits [jusqu'ici l'ont été] en l'absence des femmes* » et que cela constitue un problème. Un problème qui fait en sorte que les savoirs ainsi produits sont incomplets, partiels aussi bien que partiaux. Pourtant, la partialité est une accusation bien plus